L’évaluation des politiques publiques: méthodes, limites et perspectives

Sylvain DEJEAN, Maître de conférences HDR en Economie,

Laboratoire NUDD, La Rochelle Université

Une définition

Le décret n° 90-82 du 22 janvier 1990 établit que l'objet de l'évaluation est de **« rechercher si les moyens juridiques, administratifs ou financiers mis en œuvre permettent de produire les effets attendus de cette politique et d'atteindre les objectifs qui lui sont fixés ».**

L’évaluation des politiques publiques en France

- Un processus graduel qui commence dans les années 60 avec la rationalisation des choix budgétaires (RCB).
- Accélération dans les 90’ avec la mise en place d’un dispositif interministériel comprenant un comité, un fonds et un conseil scientifique
- La révision constitutionnelle de 2008 confie officiellement au Parlement la mission d'évaluer les politiques publiques, avec l'appui de la Cour des comptes.
- Depuis, une culture de l’évaluation qui se diffuse au gré des réformes de l’Etat et des administrations.
  - Le rapport 2022 de France Stratégie note une amélioration substantielle ces dernières années

Les différentes méthodes

- Les évaluations d'impact
  - Aujourd'hui au cœur des processus d'évaluation.
  - Méthodes statistiques avec contrefactuels -> identification de la cause et de l'effet.

- Les évaluations qualitatives
  - Comprendre la mise en œuvre, les processus, les perceptions et les expériences liées à une politique.
  - Entretiens, étude de cas, observation in situ..

- Les méthodes mixtes
  - Mélange de méthodes qualitatives et quantitatives.

- Contrôle et suivi de mise en œuvre
  - Evaluation des moyens déployés et de la bonne exécution de la PP.

- Evaluation participative
  - Participation des parties prenantes mais aussi des bénéficiaires finaux.

Les évaluations d’impact: un outil puissant et encore mal maitrisé

Les évaluations d’impact

- Méthodes statistiques avec contrefactuel.
  - Approche rigoureuse avec identification du lien de cause à effet.
  - Idéalement un protocole proche des évaluations médicales avec groupe traitement et groupe contrôle randomisés.

- Principalement fourni par les services statistiques ministériels et les universitaires.

- Développement plus tardif en France en comparaison des pays anglo-saxons et d’Europe du nord.

Exemple avec la régulation des meublés de tourisme dans la ville de Bordeaux

BORDEAUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

PREFECTURE DE GIRONDE
12 JUIL. 2017
Bureau du Courrier

Conseillers en exercice : 61
Date de Publicité : 11/07/17
Reçu en Préfecture le : 12 JUIL. 2017
CERTIFIÉ EXACT,

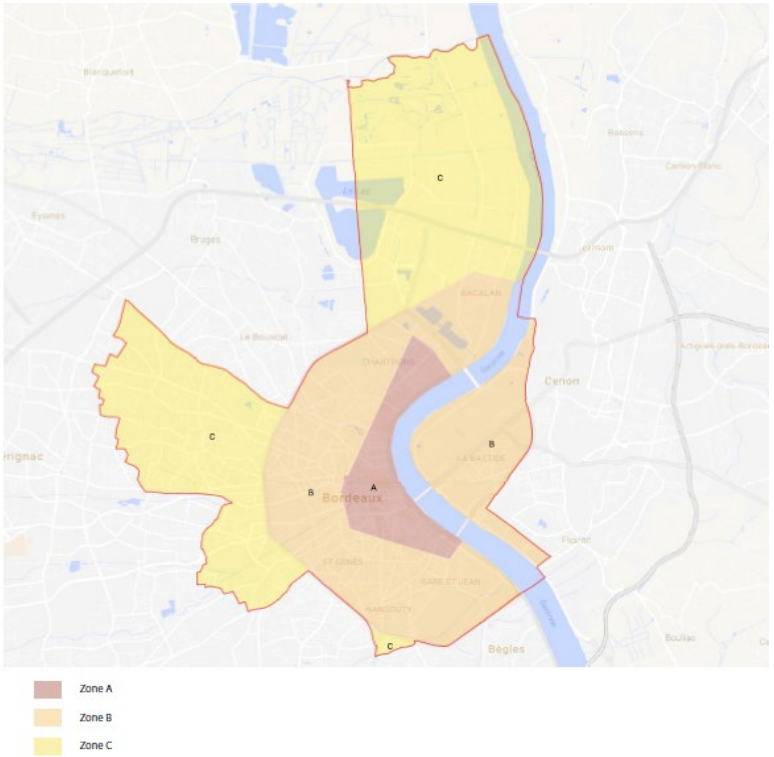
Séance du lundi 10 juillet 2017
D-2017/268

Aujourd'hui 10 juillet 2017, à 10h00,

le Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux s'est réuni en l'Hôtel de Ville, dans la salle de ses séances, sous la présidence de

Les locations de courte durée de chambres ou de logements entiers à des touristes de passage se sont multipliées avec l'avènement des sites de mise en relation et de location de ces locaux sur internet et le développement de l'économie collaborative. Ce développement a des effets multiples:

- Transformation de certains quartiers en zones exclusivement touristiques avec disparition de vie de quartier ;
- Forte tension sur le prix du foncier en raison de la forte rentabilité de ce type de location ;
- Dégradation des logements, notamment des espaces communs des copropriétés en raison d'un forte rotation des occupants;
- Concurrence à l'hébergement touristique conventionnel ;
- Depuis le 1er août 2016, via notamment une intervention du club des villes hôtes de l'Euro emmenés par Bordeaux, les vingt villes les plus dynamiques dans le classement du site AirBnB en nombre d'hôtes, perçoivent les recettes de la taxe de séjour collectée par la plateforme. Pour les cinq derniers mois de 2016, la taxe collectée sur la commune de Bordeaux s'élève ainsi à 190 000 euros. Cette plateforme étant la seule à effectuer cette collecte, il subsiste actuellement une déperdition de recette de taxe de séjour.



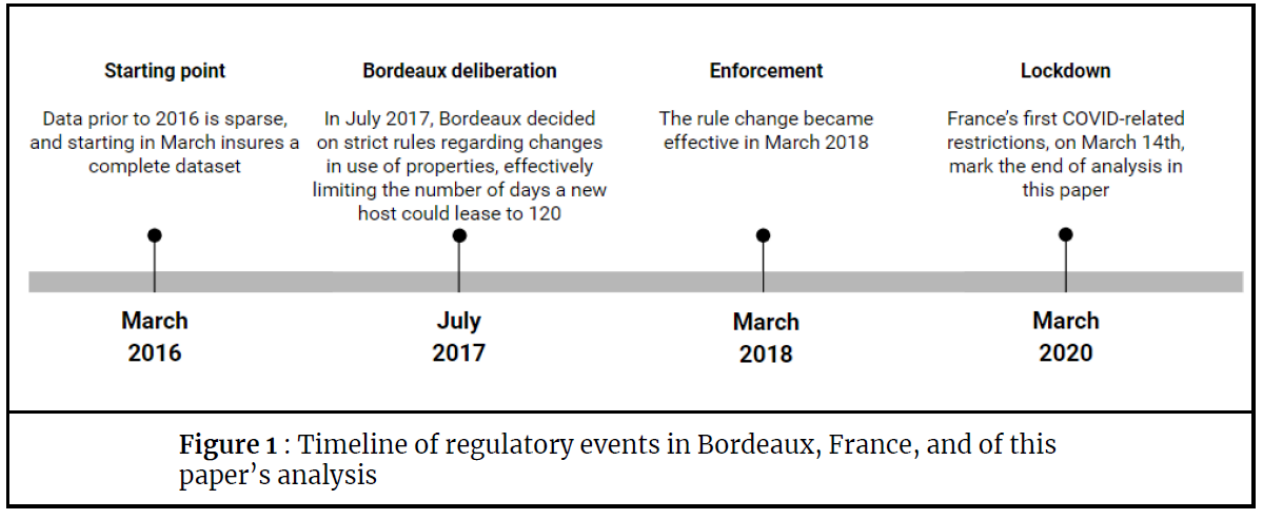


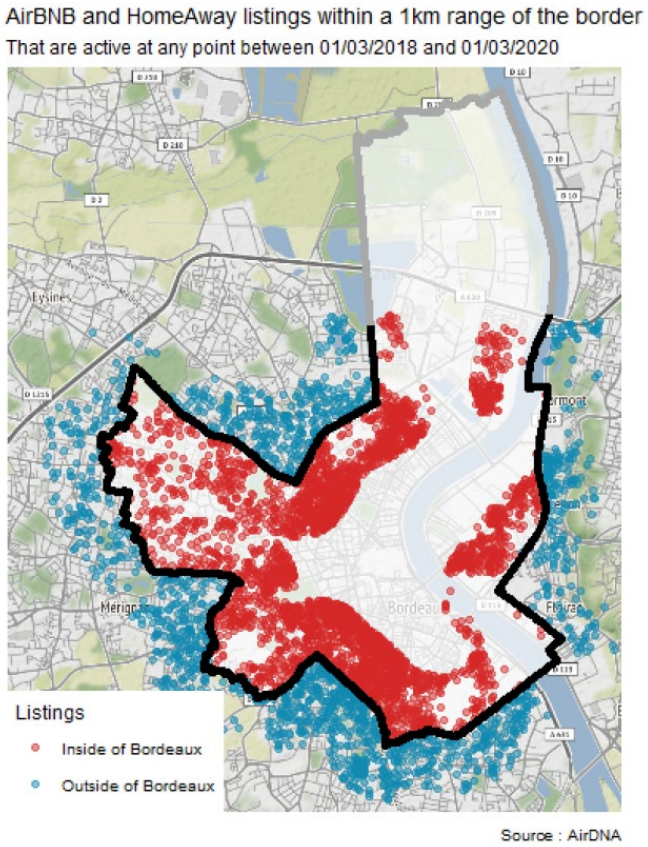
Figure 1 : Timeline of regulatory events in Bordeaux, France, and of this paper's analysis

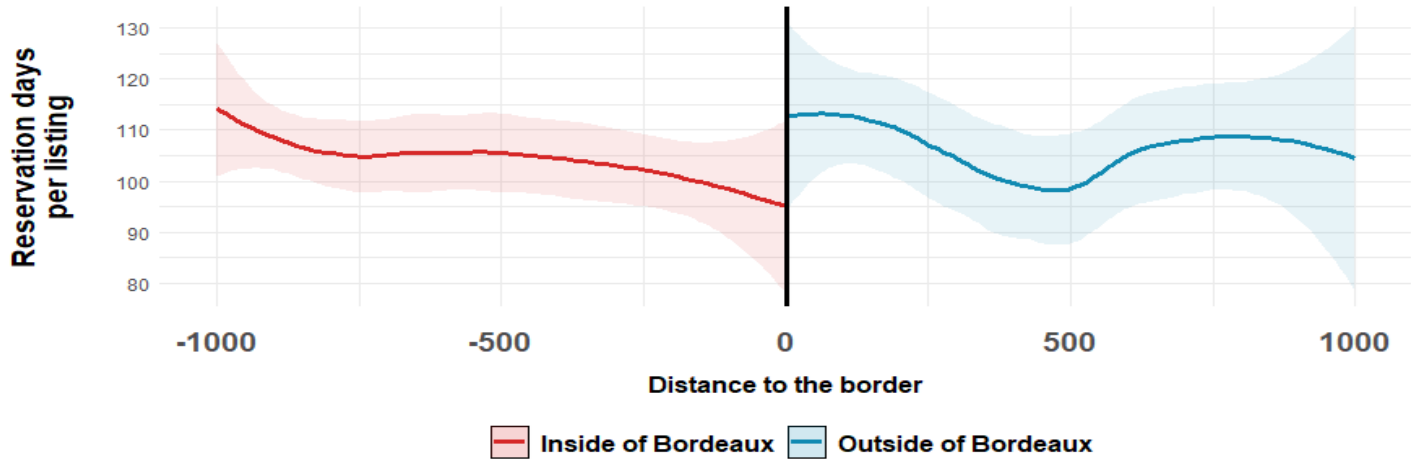
Comment évaluer l'effet de la règle de compensation ?

- Comparer des indicateurs avant et après ne suffit pas car on ne sait pas ce qu'il se serait passé si la régulation n'avait pas été mise en place (ex. de la ligne TGV).
  - On aimerait avoir un deuxième Bordeaux sans régulation pour comparer avec le Bordeaux régulé….l'expérimentation idéale ici ne peut pas exister.

- On va donc chercher à « fabriquer » un deuxième Bordeaux qui n'a pas été régulé et ensuite comparer avec l'évolution du Bordeaux régulé.
  - C'est ce qu'on appelle un protocole quasi-expérimental.

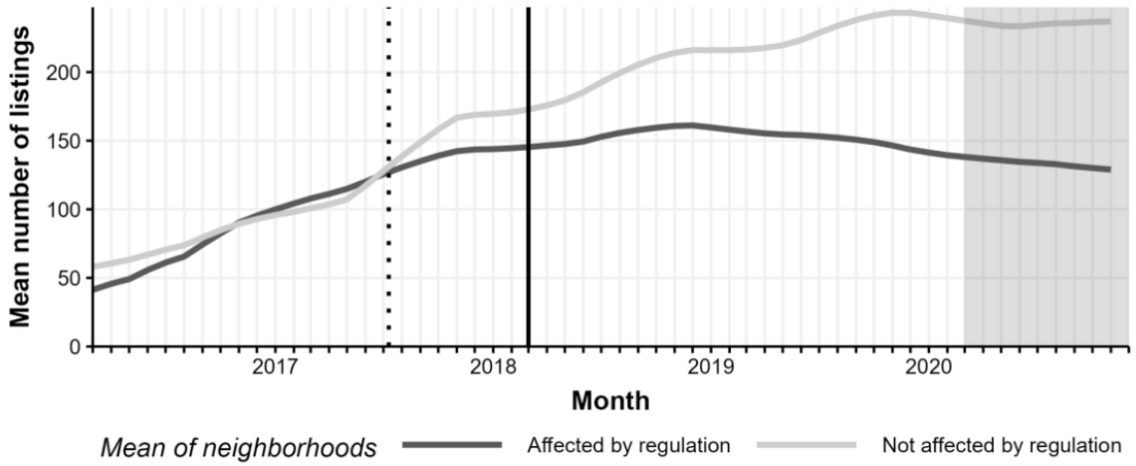
Le 2ème Bordeaux en utilisant les quartiers les plus proches





Le 2ème Bordeaux peut-être fabriqué à partir des caractéristiques d'autres villes.

Ici le groupe contrôle est composé d'Anglet, Bayonne, Biarritz et La Rochelle



Résultats

- Réduction de 22 nuitées par mois en moyenne par quartier à Bordeaux (43% de réduction).
- 28 000 nuitées en moins post-régulation.
- Observation de l'effet réductif au-delà des logements initialement visés.

De nombreuses PP peuvent ainsi être évaluées

Article de revue

Les effets du CICE : une évaluation *ex post*

Par Fabrice Gilles, Yannick L'Horty, Ferhat Mihoubi et Xi Yang

Pages 1 à 36

Économie du travail

I Z A Institute of Labor Economics
Initiated by Deutsche Post Foundation

Newsroom | World of Labor | G²LM|LIC | IDSC

ABOUT US TEAM NETWORK PUBLICATIONS E

Home > Publications > IZA Discussion Papers > Teachers' Training, Class Size and Students' Outcomes: Learning from Administrat...

December 2008

IZA DP No. 3871: Teachers' Training, Class Size and Students' Outcomes: Learning from Administrative Forecasting Mistakes

Pascal Bressoux, Francis Kramarz, Corinne Prost

published in: Economic Journal, 2009, 119 (536), 540 - 561

ELSEVIER

Economics of Education Review

Volume 28, Issue 3, June 2009, Pages 345-356

The French zones d'éducation prioritaire: Much ado about nothing?

Roland Bénabou [a], Francis Kramarz [b], Corinne Prost [c]

Show more

Add to Mendeley Share Cite

https://doi.org/10.1016/j.econedurev.2008.04.005 Get rights and content

Abstract

We provide an assessment of the French ZEP (Zones d'Education Prioritaire), a program started in 1982 that channels additional resources to schools in disadvantaged areas and encourages the development of new teaching projects. Focusing on middle-schools, we first evaluate the impact of the ZEP status on resources, their utilization (teacher bonuses versus teaching hours) and key establishments characteristics such as class sizes, school enrolments, teachers' qualifications and experience, and student composition and mobility. We then estimate the impact of the ZEP program on four measures of individual

L'impact du dispositif Scellier sur les prix des terrains à bâtir

The Impact of the 'Scellier' Income Tax Relief on Building Land Prices in France

Pierre-Henri Bono* et Alain Trannoy**

Résumé – Nous proposons une évaluation d'impact du dispositif dit « Scellier » d'aide à l'investissement locatif privé en vigueur de 2009 à 2012 sur l'évolution semestrielle du prix des terrains à bâtir. Nous mettons en œuvre une estimation par double différence en mobilisant des données extraites de la base BNDP entre 2004 et 2010. Notre définition des groupes de contrôle et de traitement s'appuie sur la frontière entre les zones éligibles au dispositif et celles qui ne le sont pas. Les résultats de nos estimations suggèrent un effet inflationniste du dispositif et indiquent une capitalisation dans le prix du terrain, avec une hausse des prix du mètre carré de l'ordre de 7 euros la première année et de 8 à 9 euros sur 2009 et 2010, sans amplification notable du phénomène la seconde année, soit une hausse de 8 % la première année et de 9 à 10 % à l'issue de deux ans. Ce sont les régions les plus tendues qui ont vu leurs prix progresser le plus rapidement et en particulier, le pourtour méditerranéen.

ELSEVIER

Journal of Urban Economics

Volume 105, May 2018, Pages 149-161

A long-term evaluation of the first generation of French urban enterprise zones

Pauline Givord [a], Simon Quantin [b], Corentin Trevien [a]

Show more

Add to Mendeley Share Cite

https://doi.org/10.1016/j.jue.2017.09.004 Get rights and content

Abstract

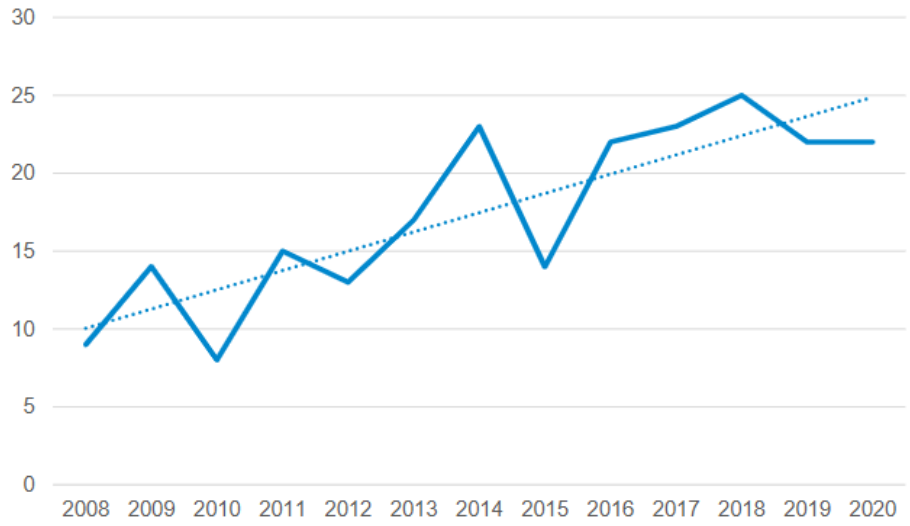
This paper provides a new empirical assessment of the long-term efficiency of locally targeted tax incentives in revitalizing distressed areas and improving local population situation. We focus on the first generation of the French "Enterprise Zone" (EZ) initiative, implemented in 1997. Contrary to previous results from similar programs in France, we observe a strong positive impact of the EZ initiative on economic activity in the short run, and this finding is robust to several identification strategies. However, long-run estimates suggest that this program fails to propel self-sustaining economic development. After five years, the early positive results level off as the increase in business locations is partially offset by more frequent business discontinuations. Moreover, the small impacts of the program on resident employment and local services suggest that the program lacked accurate targeting.

Quelques faits stylisés et réflexions sur les évaluations d'impact

Source: Quelles évaluations des politiques publiques pour quelles utilisations ? Rapport France Stratégie, juin 2022.

Evolution et utilisation des évaluations d'impact

Graphique 1 – Nombre d'évaluations d'impact, 2008-2020



Lecture : en 2014, 23 évaluations d'impact ont été publiées.

Source : France Stratégie

Tableau 7 – Nombre de citations

	Par les décideurs	Par les administrations	Par les chercheurs	Par les médias	Total	Total (hors chercheurs)
Nombre de citations	102	255	7 774	163	**8 294**	**520**
Part dans le total des citations	1,2 %	3,1 %	94 %	1,9 %	**100 %**	**6,0 %**
Nombre moyen de citations par évaluation	0,45	1,1	34	0,72	**37**	**2,3**
Nombre d'évaluations citées au moins 1 fois	72	149	218	90	**223**	**167**

Lecture : pour l'ensemble des 227 évaluations, les décideurs ont fait un total de 102 citations, soit 1,2 % du total des 8 294 citations, soit 0,45 citation par évaluation. Ils citent 72 des 227 évaluations. En particulier pour la dernière colonne, 167 évaluations sont citées par au moins un des types d'acteurs suivants : les décideurs, les administrations ou les médias.

Source : France Stratégie

Producteurs et domaines d’évaluation

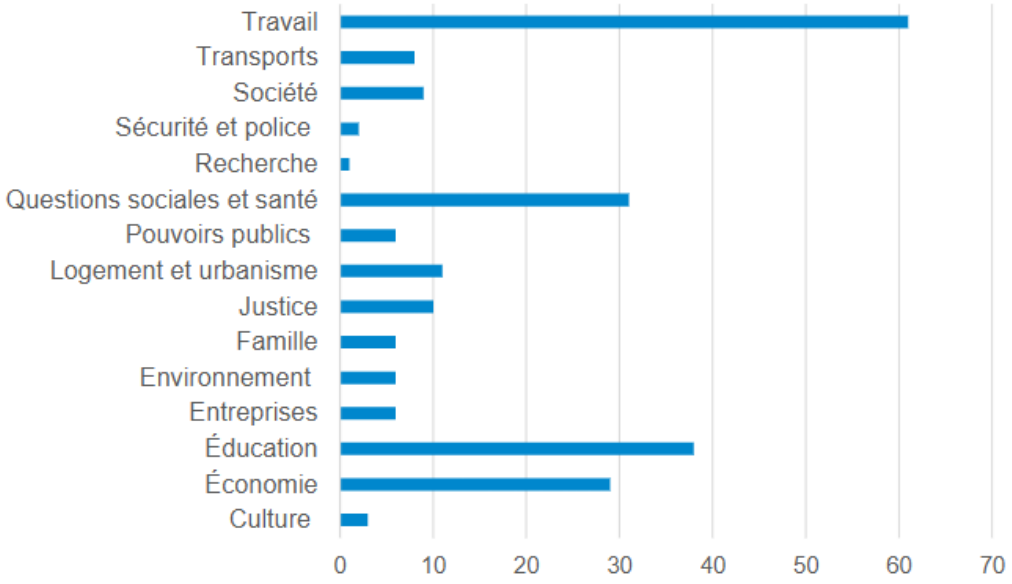
Tableau 2 – Producteurs des évaluations, 2008-2020

	Nombre d’évaluations	Répartition en pourcentage
Administration	25	11 %
Autre	2	1 %
Mixte administration-universitaires	48	21 %
Mixte universitaires	94	41 %
Universitaires provenant du même milieu académique	58	26 %
Total	**227**	**100 %**

Lecture : 25 évaluations ont été produites par des administrations, soit 11 % des évaluations de l’échantillon.

Source : France Stratégie

Graphique 3 – Nombre d’évaluations par thématique, 2008-2020



Lecture : 61 évaluations concernent des politiques relatives au travail.

Note : les thématiques n’ayant fait l’objet d’aucune évaluation entre 2008 et 2020 ne sont pas représentées.

Source : France Stratégie

Nature des conclusions et recommandations

Tableau 5 – Nature conclusive des résultats des évaluations, 2008-2020

	Nombre d'évaluations	Répartition en pourcentage
Conclusif	130	57 %
Conditionnellement conclusif	28	12 %
Non conclusif	69	30 %
Total	**227**	**100 %**

Lecture : 69 évaluations présentent des résultats non conclusifs, soit 30 % de l'échantillon.

Source : France Stratégie

Tableau 6 – Présence de recommandations

	Nombre d'évaluations	Répartition en pourcentage
Absence de recommandations	134	59 %
Orientations générales	74	33 %
Recommandations explicites	19	8 %
Total	**227**	**100 %**

Lecture : 19 évaluations formulent des recommandations explicites soit 8 % des évaluations de l'échantillon.

Source : France Stratégie

Les enjeux de l’évaluation des politiques publiques

Enjeux

- L’influence limitée des résultats dans la décision publique.
  - Instrumentalisation politique et risque de « cherry picking ».
  - Délai trop important entre mise en œuvre de la PP et évaluation (pertinence temporelle).
  - Une culture de l’évaluation encore insuffisante -> rôle trop important des services de l’exécutif au détriment du parlement -> qui est en charge de l’évaluation ?

- Maitrise méthodologique inégale et amalgame des approches
  - Les méthodes d'évaluation d'impact (quantitatives, contrefactuels) sont mal connues et mal maitrisées par les administrations et les décisionnaires.
  - On privilégie souvent les méthodes qualitatives ou mixtes accès sur la mise en œuvre plutôt que l’impact.

Enjeux

- Diffusion et transparence des évaluations
  - Pas d’engagement systématique de diffusion.
  - Souvent difficile à trouver, pas de plateforme dédiée.
  - Diffusion qui s’adresse souvent aux spécialistes, peu au grand public.

- L’accès aux données
  - Nécessité de penser les processus d’évaluation dés la mise en place d’une PP.
  - Politique de données ouvertes et accessibles -> permettre la reproductibilité des évaluations

En conclusion

- Un contexte budgétaire qui appelle à la responsabilité dans la conduite des politiques publiques.

- En SHS, il ne peut y avoir une seule évaluation, aucune conclusion n’est valable en tout temps et en tout lieu.
  - Il faut reproduite et comparer des évaluations.

- Les évaluations doivent être pensées, dimensionnées et financées en amont.